

**Résolution adoptée**  
Séance plénière du 27 juin 2023

Le *travail* en questions

**Déclaration du groupe des Organisations étudiantes et mouvements de jeunesse**

Des enfants à garder quelques heures après la sortie des classes ? Michel s'en charge un soir sur deux. Un lave-linge est cassé ? Camille s'attelle à le réparer. Préparer le repas pour les aînés de l'immeuble ? Andrée s'en occupe...

Toutes ces personnes travaillent, et pourtant saurions nous dire si elles sont en emploi ? Non. Trop souvent, et encore une fois lors des discussions construisant ce texte, le travail n'est envisagé que dans sa version marchande, c'est à dire par l'emploi et l'activité économique. Le monde bénévole autant que de nombreuses missions de travail relevant du soin à l'autre sont soumis à des impératifs de rentabilité et de performance vidant le travail réalisé de toute son humanité. Les conséquences sont profondes : désocialisation, dégradation dans la santé physique et mentale, sentiment de ne plus être un acteur de la société, mais simplement un rouage à optimiser, l'expérience d'une citoyenneté réduite à une exploitation bienveillante.

Comment croire qu'il existe une frontière dans la tête des individus entre leur vécu du travail, autoritaire et brutal, et le contexte politique qui emprunte les mêmes outils et les mêmes finalités en demandant au citoyen.ne de produire plutôt que de faire progresser des valeurs humaines. Notre groupe souhaite que l'organisation du travail, son management, fasse l'objet d'un avis du CESE en tant que chambre du renouveau démocratique.

A ne pas vouloir emprunter cette réflexion, nous raterions l'occasion de mieux comprendre cette forme de désengagement social qui mène notre pays à la violence et aux votes pour les idées d'extrêmes droites.

Nous raterions également l'occasion de comprendre pourquoi, alors que les jeunes sont si attachés au travail, ils y renoncent, et ce n'est certainement pas à cause d'une prétendue perte de la "valeur travail", mais bien d'un rejet d'un système qui les opprime.

Le travail doit de nouveau être évalué à l'aune de ses effets sociaux, et non pas seulement économique et cette résolution a le mérite de soulever des questions pour y parvenir. C'est pour une société qui souhaite faire du travail un espace d'émancipation que **le groupe OEMJ votera cette résolution.**